

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

N°ST 2023_166

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande, en date du 9 juin 2023, par laquelle l'entreprise BSTP, 301 Route du Col de Mézelier, 38680 CHATELUS, représentée par Madame Stéphanie BLANC, sollicite l'autorisation de réaliser des travaux de mise aux normes de l'assainissement relié aux réseaux collectifs au 1 rue des Remparts,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux rue des Remparts, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 : La circulation sera temporairement réglementée Rue des Remparts, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du 15 juin pour une durée de 15 jours.

Article 2 : Restriction de circulation et de stationnement

Selon les besoins du chantier, la circulation et le stationnement seront réglementés comme suit :

- L'arrêt et le stationnement seront interdits dans l'emprise du chantier.
- La rue des remparts sera interdite à la circulation pendant la durée du chantier.
- Les riverains pourront accéder à leur garage par la rue des remparts depuis le passage du palais
- L'accès des secours sera maintenu pendant la durée du chantier.

Article 3 : Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Madame la Directrice générale des Services du Département, le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, l'entreprise chargée du chantier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 12 juin 2023,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY**

